



SECTION
DE LA
MARNE

CTL DE LA MARNE
du 21 juin 2022

DÉCLARATION LIMINAIRE

Monsieur le Président,

Nous avons tous été destinataires du message du Directeur Général afin de mettre en place un grand débat intitulé le « **grand remue-ménages** » permettant de faire évoluer les missions lors du prochain Contrat d'Objectifs et de Moyens (COM) pour la période 2023-2026.

Comment faire croire aux agents que leur voie va être entendue.

Le précédent COM sur la période 2020-2023 avait pour objectifs entre autres :

- d'améliorer l'accessibilité, la qualité des services publics et la relation de proximité avec les usagers
- de garantir à l'ensemble des agents des conditions de travail motivantes et de qualité
- d'accélérer la transformation numérique au service des agents, des usagers et des partenaires...

Dans cette même période, la DGFIP a tenu un rôle majeur dans la continuité du service public durant la crise sanitaire.

Le ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance, a salué

cette implication, qualifiant la DGFIP d'administration d'élite.

Au final, la DGFIP a mis en place le « pseudo » Nouveau Réseau de Proximité (NRP) complété par la Relocalisation de services aggravant la situation des agents, des services, des usagers.

Elle a voulu imposer le « tout » numérique laissant sur le bas-côté des personnes fragiles et en difficulté face au « tout » internet.

Le constat, c'est un recul des services publics ce que vivent les agents et les usagers au quotidien.

Actuellement, il manque environ 6400 emplois de catégories A, B et C au presque 96000 emplois du budget 2022.

Au niveau local, notre direction se retrouve en déficit d'environ 50 emplois suite au mouvement de mutation national.

Et, que fait la DG ?

Elle continue de supprimer des emplois et, en parallèle, transmet aux Directions locales une enveloppe budgétaire pour le recrutement de « contractuels » avec des contrats précaires limités dans le temps.

Cela se traduit dans les services à gérer l'urgence de l'urgence.

Voici quelques mots et expressions des agents durant les visites/HMI :

- détresse
- démotivation
- mal-être
- isolement
- où est le service le public ?
- y a-t-il quelqu'un qui pilote le bateau ?
- je veux partir le plus tôt possible en retraite (*dû aux mauvaises conditions de travail*)
- je demande une mutation (*pas pour un désintérêt de la mission mais parce que le service ne fonctionne*

pas ou plus)...

A cela, il faut ajouter la chute du pouvoir d'achat d'environ 25 % depuis plus de 20 ans aggravant la situation financière des agents du fait du gel du point d'indice.

Les agents des finances publiques en ont marre.

Ce qu'ils veulent, ce sont des « bras » c'est-à-dire de vrais emplois sous statut « fonctionnaire », une réelle amélioration de leur pouvoir d'achat et de meilleures conditions de travail.